ET SE PROJETTENT SUR 2016

en... ballottages

Abdelaziz Mokri, président du Mouvement de la société pour la paix (MSP)

«Le premier événement est la mise en retraite de Mohamed Mediène dit Toufik. Il ne s'agit évidemment pas de la décision elle-même, tout fonctionnaire quel que soit son rang est appelé un jour à quitter son poste, notamment après 25 ans d'exercice. Cette décision a pris beaucoup, des plus avertis, au dépourvu. Les avis dans l'opinion générale quant à son devenir après l'affaiblissement de son département étaient partagés, certains disaient que son déclin était déjà engagé, beaucoup pensaient qu'il était toujours le maître à bord, le décideur premier de ce qui se tramait dans les hautes sphères du pouvoir. Et que même la restructuration du DRS se faisait avec son consentement. Les uns et les autres, quel que soit leur avis, ne pensaient pas que sa révocation allait se faire avec cette rapidité, et avec cette fin presque humiliante.Il s'agit d'une fin de règne d'une personnalité dont l'influence — non apparente – sur les développements de la situation politique, et au sein des institutions de l'Etat, notamment les services de renseignement et de sécurité était très pesante. Ceci mène les acteurs politiques à poser deux questions essentielles. D'abord allons-nous connaître la fin de la police politique, de la fraude électorale, de la mainmise de l'armée et des différents services de sécurité et de leurs outils administratifs sur le façonnage du champ politique, ou au contraire nous allons consommer l'arnaque de l'Etat civil que certains veulent nous faire croire, uniquement parce que Toufik est parti, avec tout le lot des dépassements dans le domaine des libertés et de la démocratie pratiqués, parfois plus graves qu'auparavant. En second lieu, quel est l'état de l'immunité sécuritaire de notre pays après les dégâts infligés aux services de renseignement et suite à la déliquescence de l'Etat algérien occasionnée par la lutte des clans et de la mauvaise gouvernance dans la gestion des crises et du fait de la personnalisation du pouvoir politique. Le deuxième évènement est la loi de finances qui représente, selon notre opinion, une opération d'envergure de transformation de l'Etat algérien vers un système capitaliste des plus rudes qui n'aura d'égale que le capitalisme néolibéral américain où les lobbies du pétrole, de l'armement et des finances et autres ont une influence extrême sur la décision politique, sans pour autant qu'il y ait chez nous les garanties de contre-pouvoir présents relativement en Occident. Il est certainement évident que la LF 2016 a été très influencée par les affairistes initiés, proches de la Présidence et du Premier ministre, cependant la question est beaucoup plus profonde. Il s'agit d'une décision qui a été prise, eu égard à la crise économique prochaine, de charger un certain nombre d'affaires de la question économique et de passer du monopole économique de l'Etat au monopole d'un nombre restreint d'hommes d'affaires. Cette décision a été prise en coordination avec des puissances occidentales, et le FLN a été chargé d'en être le promoteur. Ceci a été ressenti par tous les observateurs politiques sensés. Moi-même j'ai eu l'occasion d'entendre des diplomates occidentaux faire l'éloge de ce choix et de défendre certains hommes d'affaires algériens par leurs noms, comme nous avons tous lu dans le texte de l'initiative du FLN l'appel à soutenir les autorités pour passer au système libéral, contrairement à l'idéologie traditionnelle de ce parti qui nous a gouverné contre notre gré pendant des décennies par un socialisme prosoviétique et qui a mené beaucoup de personnes aux geôles pour leurs opinions antisocialistes. Ce qui nous inquiète dans cette démarche imposée au peuple algérien ce sont les périls qui guettent notre souveraineté, et les risques de paupérisation des citoyens et les conséquences aventureuses qui vont apparaître sur le front social et la stabilité du pays. Ceux qui ont décidé de ne pas diversifier l'économie sur la base du développement des petites et moyennes entreprises, et ont opté pour le soutien inconditionnel des richissimes de leur clan ont fait le choix d'empêcher l'élargissement et la distribution équitable des opportunités et des richesses afin d'installer une ploutocratie : un système politique et un ordre social dans lequel un nombre restreint de personnes détiennent le pouvoir du fait de leur richesse, en alliances avec des puissances financières étrangères.»

Noureddine Bahbouh, secrétaire général de l'Union des forces démocratiques et sociales (UFDS)

«L'année 2015 a été marquée par deux événements majeurs dans notre pays. Le premier est d'ordre économique et social et le second est d'ordre politique. Sur le premier volet, la chute du prix du baril de pétrole a mis a nu la faillite de la politique économique menée à ce jour par le pouvoir en place depuis 1999. Ses répercussions sur la situation sociale de notre population se font déjà sentir sur son pouvoir d'achat qui ne cesse de se détériorer. A cela viennent se greffer tous les phénomènes d'une grave crise économique latente, amplifiée par une gestion complaisante des affaires de l'état par le pouvoir en place (corruption, fuite de capitaux, dévaluation du dinar, passe-droits, etc.). Face à cette situation, ce pouvoir qui a toujours favorisé une politique basée sur la rente pétrolière et sa distribution inappropriée, continue à entretenir sa fuite en avant. Il décrète ainsi un brusque virage dans sa politique économique sans aucune préparation, ce qui dénote de l'improvisation dans la méthode de gouvernance mise en place dans notre pays. Quant au second volet, il est caractérisé par la rupture de consensus prévalant au sein du régime en place depuis fort longtemps, tant au niveau institutionnel qu'au niveau politique, économique et social. Celle-ci s'est traduite par des changements importants au niveau de l'institution militaire avec toutes les lectures et analyses qui ont découlé de part et d'autre à ce sujet ; et la remise en cause des décisions de gouvernance faite par ceux, qui jadis étaient considérés parmi les plus proches du Président et par conséquent du centre du pouvoir. Le doute affiché par ces derniers et les affirmations attribuant les décisions politiques et économiques prises récemment, à un autre centre de décision appartenant à la clientèle en place vient conforter d'une manière irréfutable la position de l'opposition quant à la vacance du pouvoir. A cette situation fortement préoccupante avec tous les risques de dérapages, le pouvoir en place répond par un discours à connotation populiste et démagogique et essaie de gagner du temps par l'ouverture de chantiers politiques qui n'ont fait l'objet d'aucun consensus national, amplifiant ainsi la crise de gouvernance qui prévaut dans notre pays.»

Soufiane Djillali, président de Jil El Jadid

«Les deux plus importants événements de 2015 à mon sens sont : d'abord La redistribution du pouvoir à l'intérieur du système avec les nouveaux réarrangements des services de sécurité et essentiellement du DRS et le départ de celui qui a été son chef durant 25 ans. Au-delà de l'impact médiatique que cela a suscité, c'est la signification profonde qui doit nous interpeller. Voilà un organe qui a servi de pivot à la vie politique nationale depuis près de 3 décennies et qui a été le pilier essentiel de la gouvernance de Bouteflika qui aujourd'hui est en voie de recadrage. A l'évidence, ce n'est vraiment pas l'œuvre du Président, totalement amoindri et absent mais celle d'une évolution interne à l'armée elle-même d'une part et au contexte géopolitique d'autre part. Les conséquences seront immenses et on les verra les prochains mois et années.Ensuite il s'agit de la confirmation de l'effondrement du prix du baril de pétrole. Là aussi, les conséquences seront révolutionnaires. Les effets seront probablement terribles sur la population. C'est, à mon avis, les 7 années de vaches maigres qui nous attendent. Ce que le système n'avait pas voulu faire en temps d'opulence, il devra le faire maintenant, en temps de disette. Après le choc idéologique des années 90, c'est le tour du choc économique. Après cela, l'Algérie en sortira renforcée et forte ou juste le contraire, anéantie !»

Kader Fares, Affak membre de la direction du MDS

Je pense que l'année 2015 a été marquée par plusieurs événements nationaux que ce soit sur le plan politique, social ou culturel, et parmi ces événements on peut citer 2 événements majeurs que sont l'adoption de la loi de finance 2016 et la loi criminalisant les violences faite aux femmes. Après l'adoption du nouveau code du travail et toute la répression qui s'est abattue sur tous les mouvements sociaux. Le gouvernement a travers cette loi de finances 2016 confirme sa volonté de remettre les privatisations à l'ordre du jour, diminue les subventions et donne toutes sortes de garanties aux entreprises, en se dessaisissant d'autant de leviers de régulation de l'économie, il semble compter sur le sacro-saint marché pour assurer les grands équilibres économiques. Ses discours sur le montant des transferts sociaux ne peuvent plus cacher ses options idéologiques et les risques d'accroissement des inégalités. Cette loi aura un impact important sur l'année 2016, les travailleurs comprennent de plus en plus que seules leurs mobilisations et leurs organisations leur donneront les moyens de faire face aux nouveaux ajustements structurels que prépare le pouvoir. Les mouvements à la SNVI de Rouiba ou à l'ETUSA montrent que les travailleurs ne mettent plus seulement en avant des revendications salariales immédiates, mais posent des problèmes de gestion de leurs entreprises et de démocratie syndicale. L'adoption de la loi criminalisant les violences faites aux femmes sans reconnaitre que ces violences ne sont pas uniquement un ''sujet de société'' mais le produit d'archaïsmes entretenus à la fois par un pouvoir qui a fait de l'arbitraire son mode de fonctionnement et par une classe politique prisonnière de l'idéologie islamo-conservatrice, c'est entretenir les illusions sur la possibilité de saupoudrer des éléments de modernité et de citoyenneté, en les dénoyautant de leur contenu démocratique pour faire accepter le caractère despotique du pouvoir, mais pour nous il s'agit d'une première victoire, harcelées dans leur milieu professionnel, agressées dans la rue et sans défense dans leur famille face aux violences verbales et physiques, les femmes doivent pouvoir disposer de la protection de la loi. Après une première victoire 2016 doit être l'année pour engager une réflexion sérieuse, approfondie pour développer la mobilisation de la société. Il est temps d'œuvrer sincèrement à la mise en place d'un large front de combat contre les violences faîtes aux femmes, en dépassant tout sectarisme partisan ou idéologique. Le mouvement féministe algérien qui appelle à l'adoption d'une loi-cadre doit donc gagner en cohérence et en détermination. Harcelées dans leur milieu professionnel, agressées dans la rue et sans défense dans leur famille face aux violences verbales et physiques, les femmes doivent pouvoir disposer de la protection de la loi.»

Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT)

«Sur le plan national, hélas, il n'y a rien de réjouissant. La chute brutale du prix du baril de pétrole a révélé au grand jour la précarité de la situation dans notre pays. Les contradictions qui se sont accentuées durant l'année 2015 dans le gouvernement, créant une duplicité à la fois dans le discours et les actions des membres de l'exécutif ont provoqué des reculs sur les plans socioéconomique et politique. La remise en cause des acquis contenus dans la LFC 2009 et la LFC 2010, des signes de totalitarisme rampant avançant à grand pas sont enregistrés. Une volonté de mainmise sur les institutions de l'Etat exprime une volonté de mise au pas du pays au service d'une caste parasitaire, créée et nourrie sur le dos du Trésor public. L'année 2015 a consacré l'existence d'un pouvoir illégitime et illégal qui dispute ouvertement le pouvoir aux institutions de la République. Faisant suite à la LFC 2015 qui a pris en charge les doléances du patronat oligarchique, la LF 2016 a consacré un tournant politique gravissime pour l'avenir de notre pays. Avec une violence inouïe, et des procédés de gangsters la LF 2016, élaborée sous la dictée de l'oligarchie (avec des complicités assumées dans l'exécutif et le législatif) a été imposée à la nation au moyen d'un coup d'Etat à l'APN. La LF 2016, si elle devait être signée par le Président de la République et mise en œuvre telle que votée par le Parlement, prépare le terrain à l'effondrement de l'Etat, à sa faillite pure et simple, à la remise en cause de tous les équilibres qui ont prévalu jusqu'à maintenant et en fin de compte à la remise en cause de sa souveraineté nationale acquise au prix de millions de martyrs. C'est la porte grande ouverte à la ''daeshisation'' du pays. L'année 2015, c'est aussi le début d'un processus de démantèlement de l'ANP, livrée en pâture. Ce processus participe de la fragilisation extrême de l'immunité du pays face aux dangers extérieurs, ouvrant la voie à l'ingérence étrangère, encouragée par la fragilisation de l'Etat sur tous les plans. L'année 2015 a été marquée par la démarche citoyenne du groupe des 19 qui par la diversité de sa composition, la simplicité, de sa demande et la clarté de l'objectif recherché a créé une brèche où se sont engouffrés des milliers de personnalités, élites, citoyens de tout bord provoquant une dynamique populaire de plus en plus importante. La disparition de Hocine Aït-Ahmed, dernier chef historique de la révolution algérienne, en cette fin de l'année 2015, arrive au moment où la nation a besoin de toutes ses références historiques pour résister au rouleau compresseur lancé contre les acquis de la révolution. Plus que jamais l'unité d'action se situe sur le terrain de défense de la nation, menacée par un groupe d'individus, riches en dinars et en devises qui entendent privatiser l'Etat pour assouvir leurs appétits voraces. Des cercles maffieux ont aidé à l'émergence de quelques médias mercenaires et ont multiplié les attaques contre tous ceux qui résistent à leur entreprise criminelle. Face à cette minorité qui veut mener le pays à feu et à sang, nous avons enregistré durant cette année une opposition farouche à ces desseins destructeurs tant au niveau parlementaire (première riposte unitaire des députés depuis 1997) que sur le plan des luttes des travailleurs en défense de leurs outils de production, menacés par l'oligarchie. Une résistance héroïque de médias libres soumis à une pression terrible et un chantage odieux de la part d'oligarques de l'extérieur comme de l'intérieur des institutions de l'Etat. Pour toutes ces raisons les patriotes authentiques, restés fidèles au serment des chouhada et des moudjahidine doivent faire en sorte que l'année 2016 ne sera pas celle de l'effondrement du pays. Les forces patriotiques doivent agir de sorte à permettre au peuple de se mobiliser afin qu'il choisisse lui-même la forme et le contenu des institutions dont il a besoin et le régime à mettre en place. C'est la seule voie qui permettra au pays d'éviter à notre pays de sombrer.»